

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 02/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HPC DATA SERVICE ex BDC2

14 Rue Cambacérès
75008 Paris

Références : D2026-0173
Code AIOT : 0006522592

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement HPC DATA SERVICE ex BDC2 implanté 2 rue de la Libération 91680 Bruyères-le-Châtel. L'inspection a été annoncée le 09/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HPC DATA SERVICE ex BDC2
- 2 rue de la Libération 91680 Bruyères-le-Châtel
- Code AIOT : 0006522592
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité du site est l'exploitation d'un datacenter, centre de calcul de haute performance, sur la commune de Bruyère-le-Chatel.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Hauteur des cheminées	Arrêté Préfectoral du 27/04/2020, article 2.1.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/04/2020, article 1.2.1	Sans objet
3	Gestion des eaux pluviales et d'extinction	Arrêté Préfectoral du 27/04/2020, article 2.1.2.6 et 2.1.2.7	Sans objet
4	Registre.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation du site a démarré dans le courant du second semestre 2026. L'activité du site monte progressivement en puissance. Elle devrait atteindre son maximum avec le raccordement au réseau RTE en janvier 2027.

L'inspection constate que les dispositions constructives contrôlées et l'exploitation du site sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'enregistrement, à l'exception faite des cheminées des groupes électrogènes qui ont une hauteur inférieure à la hauteur minimale prescrite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2020, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, rubriques ICPE

Prescription contrôlée :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime du projet
2910-A	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW	9 groupes électrogènes de puissance unitaire de 5,5 MW thermique. Puissance totale thermique 49,5 MW.	E
4734-1c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (DC)	9 cuves enterrées de FOD d'une quantité unitaire de 40 m³. Quantité totale de FOD susceptible d'être stockée de 360 m³ soit 317 tonnes.	DC
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	24 groupes froids contenant 122 kg de fluides frigorigènes par unité (R134a). La quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation est de 2928 kg.	DC
2925	Ateliers de charge d'Accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Locaux onduleurs et autres ateliers de charge. Puissance maximale de D courant continu utilisable supérieure à 50 kW	D

Constats :

L'exploitant indique que le site n'est pas encore raccordé au réseau RTE. La construction de la sous-station électrique sera faite dans le courant de l'année 2026, et le raccordement au réseau RTE est prévu pour janvier 2027 pour une puissance maximale de 80 MW.

Actuellement, la puissance maximale est de 46 MW via le raccordement ENEDIS.

Concernant la rubrique 2910 :

Au moment de l'inspection trois groupes électrogènes sont installés dont un seul en fonctionnement. Les deux autres groupes sont en cours de mise en service. L'exploitant indique qu'il n'y aura finalement que huit groupes qui seront installés et non neuf comme prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Sur les huit groupes, seulement sept peuvent fonctionner en simultané, le dernier groupe est un équipement de secours en redondance.

Concernant la rubrique 4734 :

Les neuf cuves ont été installées et réceptionnées. Le jour de l'inspection seulement trois cuves sont remplies et en fonctionnement.

Concernant la rubrique 1185 :

Les groupes froids installés seront au nombre total de 14. Au jour de l'inspection seuls quatre groupes ont été installés. Ces groupes fonctionnent avec le gaz HFO-123YZE.

En complément des tours adiabatiques sont installées. Actuellement huit tours ont été installées sur les seize que comptera l'installation à terme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Hauteur des cheminées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2020, article 2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

En lieu et place des dispositions du premier alinéa de l'article 54 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Les neuf groupes électrogènes sont disposés sur le site conformément au plan de masse figurant dans le dossier d'enregistrement.

Huit groupes électrogènes sont raccordés, par groupe de deux, à une cheminée de hauteur minimale de 12,54 mètres. Le 9ème groupe indépendant à une cheminée de hauteur minimale de 7,43 mètres.

Constats :

Les groupes électrogènes sont installés conformément aux prescriptions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement.

La hauteur des cheminées est de 11 mètres, alors que la hauteur minimale prescrite par l'arrêté préfectoral d'enregistrement est de 12,54 mètres. Cette hauteur faisait déjà suite à une demande de dérogation pour passer la hauteur des cheminées de 20,52 mètres à 12,54 mètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit rehausser ses cheminées pour qu'elles atteignent la hauteur minimale prescrite à savoir 12,54 mètres pour deux groupes électrogènes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Gestion des eaux pluviales et d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2020, article 2.1.2.6 et 2.1.2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

2.1.2.6 Synthèse :

Afin d'assurer la gestion de ses eaux pluviales, les bassins précités sont créés ainsi que 2 noues d'infiltration, une structure réservoir d'infiltration sous le parking mutualisé à l'ouest de la parcelle et d'un bassin d'infiltration.

Une clôture est mise en place autour des bassins à ciel ouvert si les caractéristiques dimensionnelles des ouvrages le nécessitent.

Le débit de fuite global devant être rejeté au réseau existant est de 2 L/s, soit de l'ordre de 0,96 L/s/ha imperméabilisé.

2.1.2.7 Plan des bassins extrait du dossier

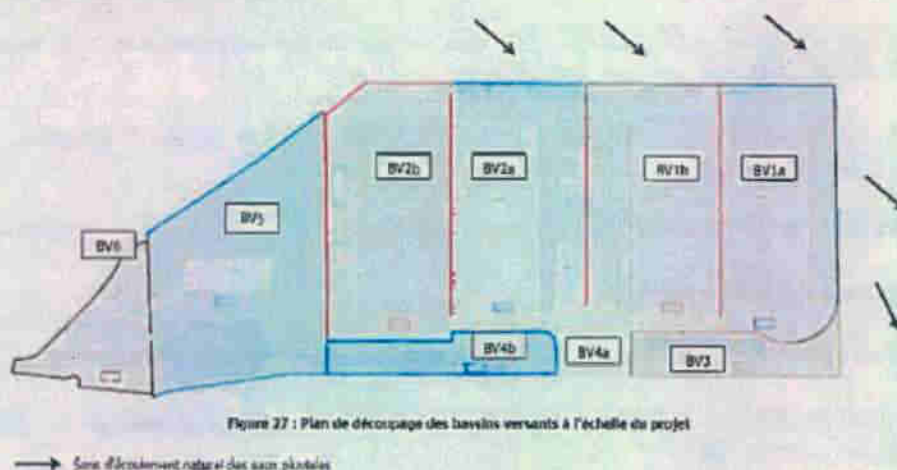


Figure 27 : Plan de découpage des bassins versants à l'échelle du projet

→ Sens d'écoulement naturel des eaux pluviales

Constats :

L'exploitant a transmis le plan de ses réseaux d'eaux à l'inspection.

Le réseau d'eaux pluviales est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. L'inspection constate la présence des bassins et des noues d'infiltration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Registre.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles (cf. art. 8) ;- le registre des combustibles (cf. art. 13) ;- le plan de localisation des risques (cf. art. 15) ;- le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. art. 16) ;- le plan général des stockages (cf. art. 16) ;- les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. art. 18) ;- les plans des locaux avec l'emplacement des moyens de protection incendie (cf. art. 19) ;- les consignes pour l'accès des secours et les procédures d'accès à tous les lieux (cf. art. 19) ;- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. art. 24) ;- le registre de vérification périodique et de maintenance des équipements (cf. art. 32) ;- les consignes d'exploitation (cf. art. 33) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. art. 40) ;- le registre des résultats des mesures des paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des rejets atmosphériques (cf. art. 63) ;- les derniers résultats des mesures de bruits (cf. art. 69) ;- le registre des déchets dangereux générés par l'installation (cf. art. 72) ;- le programme de surveillance des émissions (cf. art. 74) ;- les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission de certains polluants par l'installation (cf. art. 74) ; Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant indique que le plan des zones à risques est en cours de mise à jour, notamment avec la partie électromagnétique. Comme évoqué précédemment les infrastructures ne sont pas encore toutes en place. De fait les registres et les procédures sont en cours d'élaboration. Toutefois l'exploitant indique que pour les groupes électrogènes un test mensuel est réalisé et deux tests plus conséquents sont réalisés deux fois par an avec un banc de charge. La maintenance des groupes est réalisée par l'entreprise ENERIA.
Type de suites proposées : Sans suite

